

Ubu sur la manne énergétique ?

26 mars 2014



Habiba CHABOU

Au début des années 2000, le ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov (1998-2004), déclarait « nous avons deux alliés, le pétrole et le gaz » procédant tout à la fois au décollage économique du pays et à une multiplication par six de la rente énergétique avec pour conséquence l'augmentation des réserves de la Banque fédérale et le désendettement de la Fédération de Russie, deuxième producteur mondial de pétrole derrière l'Arabie Saoudite et premier producteur et exportateur de gaz naturel avec 45 milliards de mètres cubes de réserve, soit 25% des réserves mondiales, et une production de 607 milliards de mètres cubes en 2007.

Si, l'élection présidentielle algérienne prévue pour le 17 avril 2014, représente à l'évidence un carnaval démocratique avec la candidature controversée d'Abdelaziz Bouteflika (1999-2014), pour un quatrième mandat, conforme pourtant à la Constitution de 2008, alors votée massivement par les députés de l'Assemblée populaire nationale, introduisant la levée de la limitation du nombre de mandats présidentiels ; elle révèle avec acuité les nouveaux enjeux géopolitiques de la région saharo-sahélienne à la faveur tant des progrès techniques que de l'augmentation des cours des hydrocarbures dans la perspective de l'exploitation de nouveaux gisements attisant les conflits ou à tout le moins les tensions aux échelles nationale et globale.

Les médias qui agitent ad nauseam le risque d'une dérive monarchique de l'actuel Président de la République qui incarnerait une certaine cupidité politique[1] avec une obsession absolutiste de « la verticale du pouvoir », s'éloignent à plus d'un titre des vrais enjeux liés à la problématique du contrôle des ressources énergétiques dans une région hautement stratégique.

En effet, quelle que soit l'approche retenue de la critique du cadre politique de l'Etat algérien devant l'injonction au pluralisme politique et aux élections libres, la question énergétique apparaît centrale car éminemment géopolitique compte tenu des enjeux de pouvoir et des rivalités qui en résultent constituant un élément clé des recompositions territoriales aux dépens du cadre de l'Etat-nation qui a perdu « le monopole de la violence » (« Gewaltmonopol »[2]). De ce fait, la question des élections présidentielles en Algérie ne peut se réduire à la seule dimension endogène, particulièrement devant l'émergence de nouvelles formes de gouvernance ainsi que la place croissante prise par la question des ressources stratégiques surtout dans le contexte de la mondialisation.

Il faut mesurer d'emblée l'ampleur de cette problématique du délitement de l'Etat wesphalien à travers la diversité des acteurs, institutions internationales et nationales, populations et collectivités locales, associations, firmes pour l'essentiel, car à la suite du géographe français Jean Gottmann, « la question du cloisonnement de l'espace géographique comme enjeux central de la géographie politique » ne repose plus uniquement sur la dimension territoriale étatique mais sur des échelles spatiales et des acteurs composites[3].

Ainsi, la mondialisation modifie le jeu des échelles, les acteurs, les formes et les règlements des conflits procédant de la multiplication des réseaux transnationaux, des revendications des acteurs infra-étatiques et des nouvelles formes de régulation supranationale au nom du droit d'ingérence (au sens du philosophe français Jean-François Revel (1979)) dans le double contexte de la concurrence accrue pour les ressources (renouvelables et non-renouvelables) et de la circulation instantanée de l'information via Internet. Alors que l'après Seconde Guerre mondiale est marquée par une disqualification de la guerre désormais proscrite par le droit international, la Charte des Nations Unies de 1945 a enlevé aux Etats « le droit légitime de la violence » pour ne laisser que celui de la légitime défense.

Ainsi, la guerre d'agression est devenue un crime sinon un euphémisme sous l'expression « guerre asymétrique ».

Bref, autant d'éléments qui montrent les effets de la mondialisation sur les territoires et partant les conflits, évoqués par le géographe français Paul Claval lors de la 19e édition du Festival International de Géographie de Saint-Dié-des-Vosges en 2008 dont le thème fut « Entre guerres et conflits : la planète sous tension ».

Faut-il, par conséquent, voir dans la tentative de déstabilisation de l'Algérie le rôle de « gendarme du monde »[4] incarné par les pays dits développés avec l'exportation de la guerre sur des terrains extérieurs comme nouvelle forme de domination des pays riches dans la phase post-coloniale dépassant la confrontation traditionnelle inter-étatique des « boules et du billard » ?

A l'évidence, l'Algérie dispose d'un potentiel énergétique encore largement inexploité attisant les convoitises des pays industrialisés à travers notamment « la guerre des tubes » loin des principaux foyers de peuplement. Dans ces conditions, nul n'ignore le rôle dans la région saharo-sahélienne des puissances économiques et militaires, précisément des Etats-Unis où toutes les équipes de campagne comportent des géographes maîtrisant la cartographie et surtout ayant une bonne connaissance du terrain notamment grâce au SIG (Systèmes d'information géographique) qui permet aux politologues d'aborder la dimension spatiale des conflits sinon des tensions géostratégiques dominants dans le sud de l'Algérie où sont localisées les principales réserves d'hydrocarbures. D'un côté, les grandes puissances économiques et militaires veulent contrôler cette région pour assurer leur approvisionnement notamment devant la menace terroriste (AQMI) pesant sur les voies d'acheminement (oléoducs et gazoducs) et les champs pétrolifères ; de l'autre, elles contribuent à la déstabilisation du pays face à la crainte malthusienne des restrictions énergétiques imposées par le pays producteur, d'une part par la loi de 2009 dite 51/49 qui plafonne à hauteur de 49% les participations étrangères au capital des entreprises tant dans les secteurs stratégiques que non-stratégiques et d'autre part par la stratégie de l'OPEP, consécutive à la guerre israélo-arabe du Kippour et partant au choc pétrolier de 1973, ayant favorisé notamment la nationalisation de l'entreprise pétrolière Sonatrach en 1974. Toutefois, la très forte dépendance de l'économie nationale algérienne à l'égard du marché mondial, représentant environ 97% des exportations en 2012, augmente la vulnérabilité économique du pays qui, de ce fait, ne peut résister à l'influence des grandes compagnies ainsi qu'aux tentatives de déstabilisation ce qui explique le choix de la stabilité politique à la faveur de la popularité du Président-candidat et face à la crainte d'une diffusion des révoltes tunisienne et égyptienne.

De plus, le nouveau « grand jeu », reliquat du « Great Game » en d'autres termes des rivalités entre la Russie et la Grande-Bretagne en Asie centrale au XIXe siècle rapportées sous l'angle romanesque par Rudyard Kipling, dans *Kim* (1900), mené en Méditerranée par les grandes puissances économiques et militaires au premier rang desquelles la France et dont le premier acte fut marqué par la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, vise au contrôle des ressources énergétiques et de l'Afrique largo sensu, théâtre géostratégique du « Scramble for Africa » depuis le Congrès de Berlin de 1884-1885. Comme en témoigne la guerre civile en Angola entre 1975 et 2002 qui opposa le MPLA marxiste à l'UNITA soutenu par les Etats-Unis qui entendaient introduire les majors dans le pays dans le double contexte d'indépendance à l'échelle nationale et du « containment » dans le cadre de la Guerre froide à l'échelle mondiale.

Aussi les Accords de Sykes-Picot de 1916, qui constituaient un partage des zones d'influence au Proche-Orient entre la France et la Grande-Bretagne, les deux principales puissances territoriales, étaient-ils alors

guidés par des intérêts pétroliers. Plus encore, la deuxième guerre d'Irak dite « Guerre du Golfe », déclenchée à la suite de l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein, est liée à l'enjeu pétrolier. En effet, l'Irak, qui revendiquait des droits historiques sur l'émirat (libéré de l'« indirect rule » britannique en 1961), accusait dans le même temps son voisin méridional de pomper une nappe située en partie sur son sous-sol et surtout de produire en trop grande quantité avec pour conséquence la baisse des cours dans le double contexte lancinant de double crise économique et morale à la suite de la guerre Iran-Irak (1980-1988). En sus, une mainmise sur les ressources pétrolières du Koweït aurait permis à l'Irak de prétendre à la position d'hégémon sur le marché du pétrole. Dans ces conditions, il devient aisé de comprendre l'intervention états-unienne et surtout la facilité avec laquelle les Etats-Unis ont pu réunir (entre le 2 août 1990 et le 28 février 1991) une coalition internationale pour la libération du petit émirat vassal.

Par conséquent, l'examen du conflit qui oppose actuellement à Ghardaïa, dans la vallée du M'Zab, les communautés Ibadites/Mozabites d'une part et Malikites/ « Arabes » d'autre part, conduit à une réflexion sur les représentations du « territoire politique et symbolique » (au sens du géographe français Guy di Méo) comme théâtre des antagonismes ancestraux réactivés, selon la Secrétaire générale du Part des Travailleurs (PT) et candidate à l'élection présidentielle, Louisa Hanoune, par la présence de « forces occultes » d'origine exogène notamment depuis la création du front sahélien à la suite de l'intervention militaire de la France en janvier 2013. Dans ce but, c'est en tant que militant des droits de l'Homme que Kamel Eddine Fekkar, médecin de formation, se présente à l'émission Controverse de Khaled Drareni du 8 janvier 2014. Dès lors, l'équation identité-territoire est un puissant moteur polémogène conduisant à des antagonismes par l'instrumentalisation de l'identité nationale et/ou ethnico-religieuse en désignant un adversaire intérieur. Arjun Appadurai[5] insista, en ce sens, sur la crise du lien entre l'Etat et les minorités sociologiques ainsi que sur la marginalisation de l'Etat par les formes prises par la mondialisation avec l'affirmation des réseaux terroristes conduisant en Algérie à une porosité des frontières et à une plus grande dépendance à l'égard de la ressource énergétique.

Plus encore, le sociologue indien souligna le double phénomène de réticularisation et de déterritorialisation dans le cadre des conflits ethnico-religieux aux échelles diatopique et diachronique (au sens du géopolitologue Yves Lacoste), dans le cas d'espèce, par la présence notamment d'ONG (Organisations non gouvernementales) étrangères instrumentalisant les antagonismes communautaires pour prospérer et ouvrir, pour le compte des majors du secteur énergétique qui les financent, un front intérieur (selon le principe ancien « Carthago delenta est » attribué à Canton l'Ancien lors des Guerres Punique du IIe siècle avant notre ère) mettant ainsi en interaction de manière réticulaire une nébuleuse économico-droits de l'homme mondiale et des populations locales dans le contexte du délitement de l'Etat. Aussi, la fragmentation urbaine de Ghardaïa est-elle l'expression à l'échelle locale de la mondialisation et partant les nouvelles formes de recomposition territoriale conduisant notamment le géopolitologue François Thual à se demander « si le 21e siècle ne sera pas celui de la balkanisation politique de la planète en réaction à la mondialisation et de la retribalisation du monde ? » devant la montée des nationalismes identitaires, source de conflits « d'antériorité » revendiquant une occupation ancestrale de territoires pour lesquels des groupes et des ethnies sont décidés à se battre pour affirmer leurs droits selon les principes kantien repris par Woodrow Wilson en 1918 .

Plus encore, selon la thèse structuro-réaliste[6], la naissance puis le déclin des grandes puissances, processus historique inexorable et conflictogène, entraînant des déséquilibres et des recompositions dans les rapports entre pays du Nord aux dépens du principe du « balance of power » issu du Congrès de Vienne de 1815, impliquent une redistribution des puissances et partant l'ascension de nouveaux Etats forts modifiant la stabilité du système international, eu égard à la montée en puissance des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) dont le statut fut défini par le Rapport de Goldman Sachs de 2003.

Habiba Chabou

»» http://www.lequotidien-oran.com/index.php++cs_INTERRO++news=5195774

1- Alfred Jarry, Ubu roi, 1896.

2- Max Weber, Le Savant et le politique, 1917-1919.

3- Jean Gottmann, The significance of territory, 1973.

4- Zbigniew Brzezinski, The Grand Chessboard : American Primacy and its Geostrategic Imperatives, 1997.

5- Arjun Appadurai, Fear of Small Numbers : An Essay on the Geography of Anger, 2006.

6- Kenneth Waltz, Theory of International Politics, 1979.